



La Lettre du CFA

SPÉCIAL ÉLARGISSEMENT

Numéro 14

Pintemps 2004



Vienne,
le 01er Juin 2004

L'éditorial du Secrétaire Général

Madame, Monsieur, Chers ami(e)s du
CFA,

Le 1er Mai 2004, 10 nouveaux membres
ont rejoint l'Union Européenne: la
République tchèque, les 3 Pays baltes
(Estonie, Lettonie, Lituanie), la Hongrie,
la Pologne, la Slovaquie, la Roumanie,
Chypre et Malte.

Cet élargissement, que le Centre a
accompagné à travers ses diverses
activités depuis quelques années, est
historique de par le nombre de pays
qui en une fois ont accédé à l'Union. Cet
événement est également porteur d'une
forte charge symbolique: sur les 10
pays qui nous rejoignent, 8 sont
d'anciens États communistes. Le 1er Mai
2004 a ainsi concrétisé la chute du
"rideau de fer" et salue les progrès
effectués dans les domaines
économiques comme démocratiques
par les nouveaux membres.

Le symbolisme de cet élargissement se
reflète d'ailleurs dans le projet de
Constitution, élaboré par la Convention
européenne et adopté par consensus en
juin et juillet 2003, qui voit dans le 1er
Mai 2004 l'aboutissement de l'espace

européen, "L'Europe désormais
réunie entend[ant] avancer sur la
voie de la civilisation, du
progrès,..."

Le Centre se devait de répondre à la
portée symbolique de l'événement. Il
a commencé à le faire en allant à
Prague les 6 et 7 Mai derniers pour sa
première Conférence Internationale
de l'année sur le thème de la
coordination des politiques
économiques dans l'Union élargie.
Vous trouverez dans ce numéro le
compte-rendu de cette Conférence.
Il poursuivra cette célébration avec
une Conférence Internationale à
Bratislava les 28 et 29 Juin prochains
sur la sécurité des citoyens dans
l'Europe élargie.

Mais le Centre veut aller plus loin
encore. Qui sont réellement les
nouveaux membres ? Quel est leur
poids dans l'Europe élargie ? Où en
sont-ils vraiment dans leur transition,
tant économique que démocratique ?
Ce nouveau numéro de La Lettre du
CFA vous offre quelques éléments de
réponse...

Bonne lecture à toutes et à tous,

PETER JANKOWITSCH,
Secrétaire Général du CFA

- SOMMAIRE du Numéro 14 -

- L'ÉDITORIAL DU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL.....PAGE 1
- BRATISLAVA, LES 28 ET 29 JUIN
2004: CONFÉRENCE INTERNATIONALE
SUR LA SÉCURITÉ DANS L'EUROPE
ÉLARGIEPAGE 1
- PRAGUE, LES 06 ET 07 MAI 2004:
COMPTE-RENDU DU COLLOQUE
INTERNATIONAL SUR LA POLITIQUE
ÉCONOMIQUE DANS L'UNION ÉLARGIE
.....PAGE 2
- LES NOUVEAUX MEMBRES DE
L'UE.....PAGES 3, 4, 5 ET 6
- LES ACTIVITÉS DU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL.....PAGE 4
- L'AGENDA DU CFA.....PAGE 5

COLLOQUE INTERNATIONAL

« LA SÉCURITÉ DES CITOYENS DANS L'EUROPE ÉLARGIE.
PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET LE TERRORISME »

Bratislava les 28 et 29 JUIN 2004

Hôtel Danube, Rybné námestie 1, 81338 Bratislava

Le Centre Franco-Autrichien a déjà traité dans les années passées des questions concernant la coopération de la justice et de la police entre les pays membres de l'UE et les pays candidats pour lutter contre les nouvelles formes de criminalité organisée.

Dans le cadre de son programme de l'année 2004, le Centre Franco-Autrichien se consacre à nouveau à ce sujet, spécialement en relation avec l'Europe élargie. La Conférence sera ouverte par le Ministre de l'Intérieur de la Slovaquie, **M. Vladimír PALKO** et par le Secrétaire Général de l'OSCE, **M. l'Ambassadeur Jan KUBIS**. D'autres intervenants prestigieux sont prévus tels, entre autres, **M. Jean-Louis BRUGUIÈRES**, **M. Boyko KOTZEV**, **Ministre adjoint de l'Intérieur de Bulgarie** ou encore **M. Evaldas GUSTAS**, **Secrétaire d'Etat lituanien du Ministère de l'Intérieur**.

Comme pour les précédentes rencontres de ce type organisées par le CFA, des responsables nationaux et internationaux des services de police et de sécurité ainsi que des représentants des gouvernements autrichien et français sont attendus. De même des personnalités des nouveaux pays membres et des pays candidats (la Bulgarie, la Roumanie, ainsi que la Croatie et la Serbie-Montenegro), et des représentants issus des domaines académique et parlementaire seront invités.

Dans le domaine des organisations internationales, est également prévue la participation - entre autres - des Nations Unies (le Centre ONU de prévention internationale de la criminalité, à Vienne) de la Commission Européenne, d'EUROPOL, du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et de l'OCDE.

(Pour plus de renseignements: www.oefz.at)

„QUELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE POUR L'UNION ÉLARGIE ?“

Prague, les 06 et 07 Mai 2004

○○○ A l'occasion du passage à 25 membres de l'Union Européenne le 1er Mai 2004, le Centre a salué l'événement à sa façon en organisant une Conférence Internationale à Prague, l'une des plus prestigieuses capitales d'Europe Centrale. Celle-ci a eu lieu les 06 et 07 Mai 2004 sur le thème « Quelle politique économique pour l'Union élargie ? ».

Le Colloque international a réuni des représentants de haut-rang de la politique économique et monétaire des nouveaux membres et des pays candidats, de la Commission Européenne, de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe, ainsi que des experts issus des secteurs bancaire, académique et parlementaire.



De gauche à droite: Erhard MOSER, Ministère des Finances Autrichien, Christian GIANELLA, Mission Economique Française pour l'élargissement, Boris VUJCIC, Gouverneur adjoint de la Banque Nationale Croate et Oldrich DEDEK, Vice-Gouverneur de la

Parmi eux figuraient notamment le Premier Vice-Ministre des Finances Tchèque, M. Eduard JANOTA, les Vice-Gouverneurs des Banques Nationales Tchèque et Slovaque, M. Oldric DEDEK et Madame Elena KOHUTIKOVA ou encore le Chef de la Représentation de la Commission Européenne en République Tchèque, M. Christian BOURGIN.

Cette Conférence Internationale avait été préparée en étroite coopération avec la Banque Nationale d'Autriche, la Banque de France, les divers services concernés de la Commission européenne à Bruxelles et l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales).

Le Secrétaire Général du Centre Franco-Autrichien, M. JANKOWITSCH, a ouvert la manifestation en saluant les tous nouveaux membres de l'UE et particulièrement la République Tchèque qui accueillait la Conférence dans cette magnifique capitale de Prague.

M. JANKOWITSCH était accompagné du Premier Vice-Ministre des Finances Tchèque, M. Eduard JANOTA, de S.E.M. l'Ambassadeur d'Autriche en France, M. Klas DAUBLEBSKY et enfin de Mme Dominique LETOURNEUR, Directeur du Développement de l'IFRI, qui a représenté M. Thierry de MONTBRIAL, Président du Centre et Directeur de l'IFRI.

Dans la soirée du Jeudi 06 Mai, les participants à la Conférence ont été reçu par S.E.M. l'Ambassadeur de France en République Tchèque, M. Joël de ZORZI, dans le superbe bâtiment de l'Ambassade. Ce dernier était accompagné de S.E.M. l'Ambassadeur d'Autriche en République Tchèque, M. Klas DAUBLEBSKY, pour recevoir les invités (voir ci-contre).



La conférence organisée en six tables-rondes a permis de souligner les efforts soutenus de réformes économiques réalisés par les désormais nouveaux membres de l'UE pour rattraper les économies de l'Ouest de l'Europe. Mais elle a également mis en lumière le chemin qui restait à parcourir et notamment pour espérer entrer dans l'Union Économique et Monétaire et adopter l'EURO le plus tôt possible.

Les nombreux experts qui composaient le public de la salle ont néanmoins réagi en rappelant que la course aux critères de Maastricht et les plans de rigueur se succédant dans ces pays devaient cependant veiller à ne pas laisser trop d'hommes et de femmes au bord du chemin sous peine de venir grossir les rangs du chômage et d'accoucher d'une Europe à deux vitesses.

Le CFA et les médias tchèques...

La Conférence de Prague a suscité l'intérêt des médias tchèques puisqu'à cette occasion, l'Agence Nationale de Presse tchèque (CTK) ainsi que Reuters ont réalisé deux dépêches chacune avec des interviews des Vice-Gouverneurs des Banques Nationales Tchèque et Slovaque, M. Oldric DEDEK et Madame Elena KOHUTIKOVA. Enfin, le quotidien économique tchèque Hospodářské Noviny a également publié un article.

Ainsi, tous se sont accordés, public comme intervenants, sur la nécessité d'une réforme des instruments de coordination des politiques économiques et notamment du Pacte de Stabilité et de Croissance.

En conclusion de la Conférence, le Chef de la Représentation de la Commission Européenne en République Tchèque, M. Christian BOURGIN, a tenu à resituer la question de la politique économique dans son contexte politique. Même si la politique économique européenne est, parmi d'autres, l'une des politiques les plus réussies de l'intégration européenne, l'élargissement va compliquer la coordination de ce domaine. Selon lui il ne resterait alors que deux solutions. Soit il faudrait augmenter le nombre de décisions prises à la majorité qualifiée, ce qui sera difficile à faire accepter aux nouveaux États membres qui tiennent à leur souveraineté retrouvée depuis peu après 1989. Soit il conviendrait d'utiliser davantage la possibilité des coopérations renforcées.

Les nouveaux membres de l'UE: Quelques données statistiques comparatives...

○○○ Tout au long de la décennie, les indicateurs macroéconomiques des nouveaux membres n'ont cessé de s'améliorer, se rapprochant peu à peu des données macroéconomiques permettant d'envisager une convergence des économies entre "vieux" et nouveaux membres à moyen terme. Malgré tout, le taux d'inflation reste important dans certains pays et certains facteurs propres à chaque pays imposent une certaine prudence quant au délai de rattrapage de ces économies.

Ainsi par exemple, pour la Pologne et la Slovaquie, les taux de chômage élevés risquent de les handicaper; alors que le taux d'inflation de la Slovénie, économie ouverte et dépendante de la conjoncture internationale, peut exercer une influence négative sur la compétitivité de ses exportations; enfin, l'Estonie, faiblement peuplée doit faire face à une crise démographique.

Tableau 1

	Population PIB/hab. en SPA					
	1998	2000	2004	1994	2000	2004
				(en \$)	(en €)	(en €)
UE 15	376.5	379.7	23139	22580	25210	
P 10	104.9	104.7	103.0	8650	11011	
CZ	10.3	10.3	10.2	4730	12620	16320
EST	1.5	1.4	1.3	3154	9150	11480
HU	10.1	10.1	9.8	nd	11430	14140
LET	2.5	2.4	2.4	1941	6990	9680
LIT	3.7	3.7	3.7	1706	8080	11530
POL	38.7	38.7	38.5	2684	8950	10950
SLK	5.4	5.4	5.4	3363	10480	12250
SLV	2.0	2.0	2.0	9053	15250	17950
CYP	0.8	0.8	0.8	nd	19400	nd
MAL	0.4	0.4	0.4	nd	12700	nd

Tableau 2

	Croissance (%)			Chômage(%)			Inflation		
	1994	2000	2004	1994	2000	2004	1994	2000	2004
UE 15	3.6	3.5	2.0		7.8	8.0		1.9	1.8
P 10		3.9	4.3		12.4	13.5		10.8	4.8
CZ	2.2	3.3	2.9	3.2	8.8	8.2	9.9	3.9	3.5
EST	-2.0	6.9	5.4	7.6	13.7	nd	47.7	3.9	4.0
HU	2.9	5.2	3.2	12.4	6.4	5.9	18.8	9.8	6.9
LET	2.2	6.8	6.2	16.7	13.8	10	35.9	2.6	3.0
LIT	-9.8	3.9	6.9	3.8	15.4	nd	72.1	1.0	2.0
POL	5.2	4.0	4.6	16.0	16.1	20.0	32.2	10.1	2.0
SLK	4.9	2.2	4.0	14.6	18.6	16	13.4	12.0	8.0
SLV	5.3	4.6	3.2	9.1	7.0	6.3	21.0	8.9	4.0
CYP		5.1	3.4	nd	3.4	3.2	nd	4.1	3.4
MAL		6.4	1.4	nd	6.5	6.2	nd	2.4	1.2

Tableau 3

	Classement Coface	Classement Moody's
Pologne	A4	B+
République tchèque	A2	B+
Hongrie	A2	A3
Slovaquie	A3	B+
Slovénie	A2	A2
Estonie	A3	A3
Lettonie	A4	B+
Lituanie	A4	B-
Chypre	A3	
Malte	A3	
Croatie	A4	

L'évaluation par le "risque pays"

Le "risque pays" mesure le niveau moyen de risque d'impayé à court terme présenté par les entreprises d'un pays. Il indique donc dans quelle mesure un engagement financier d'une entreprise est influencé par les perspectives économiques, financières et politiques de son pays.

Selon les évaluations de la Coface ainsi que de Moody's, la qualité des risques s'est sans cesse améliorée, notamment dans la perspective de l'adhésion des 10 à l'Union Européenne. Pour ces deux organismes, les notes vont de A à D, A1 représentant un risque minimal avec une situation politique et économique stable, qui permet d'influer favorablement sur le comportement de paiement des entreprises, alors que D correspond à un risque très élevé.

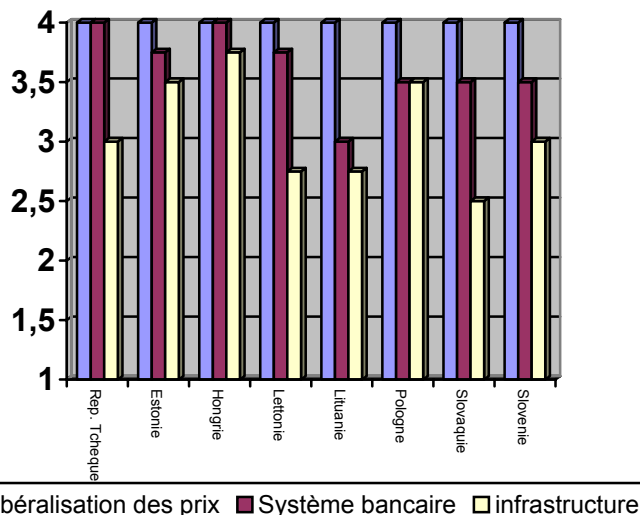
Pour mémoire, les pays de l'Union des 15 se divisent en deux groupes:

- **A1:** Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Irlande, Luxembourg, Royaume-Uni, Suède

- **A2:** Allemagne, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Portugal

Les prochains membres, dont l'adhésion est prévue en 2007, à savoir la Bulgarie et la Roumanie, sont classés B par la Coface (2004)

Graphique 1: Progrès des pays d'Europe Centrale en matière de réformes



Source: BERD-Transition report 2003

- le chiffre 4 correspond au standard des économies libérales industrialisées

- le chiffre 1 correspond à un manque patent de réformes dans le but d'accéder à une économie libérale.

Où se situent les nouveaux membres dans la transition ?

La situation économique

Le graphique confirme que l'ensemble des pays candidats à l'adhésion a oeuvré dans le sens d'une libéralisation de l'économie, atteignant tous un niveau 4 pour les prix, même si des progrès restent à faire en ce qui concerne les réformes du secteur bancaire et surtout les infrastructures. Les "10" ont ainsi été reconnus aptes à rejoindre l'Union Européenne, ce qui ne signifie pas la fin de leur transition économique; de nombreuses failles demeurent en effet quant à l'importance et à la profondeur de la restructuration dans le secteur financier ou encore dans des secteurs-clés tels que l'énergie, l'industrie lourde, et l'agriculture (cas de la Pologne par ex.).

La clôture des 31 chapitres de "l'acquis communautaire" posés lors du Conseil européen de Copenhague de décembre 2002 a rendu possible une adhésion à la date prévue. L'accession à l'UE est toutefois entendue comme une phase dans un processus de transition, et non comme la fin de la transition...

(Suite dans le feuillet central: P. 5 et 6)

Les activités du Secrétaire Général...



Nouveau forum post-transition de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe: participation du CFA

Dans une lettre adressée au S.G. du Centre, Mme Brigitta SCHMÖGNEROVA, Secrétaire Exécutif de la Commission, a invité le CFA à une coopération en vue de l'établissement d'un nouveau Forum de Politique Economique Post Transition (PTEPF). Ce Forum, réunissant des personnalités de haut niveau des mondes académique et politique, devrait se consacrer à la recherche et au dialogue sur les grands problèmes auxquels sont confrontés les pays de l'Europe de l'Est et du Centre ainsi que ceux de l'ancienne Union Soviétique dans l'état actuel de leur développement.

M. JANKOWITSCH, exprimant aussi l'avis de M. Thierry de MONTRBIAL, Président du CFA, a assuré Mme SCHMÖGNEROVA du grand intérêt que le Centre porte à cette initiative et de sa pleine volonté de coopérer avec la Commission dans ce domaine.

Le CFA et l'élargissement de l'Union Européenne

L'intérêt créé par l'élargissement de l'UE le 1er Mai 2004 s'est manifesté par de nombreuses invitations envoyées au siège du

CFA à Vienne à organiser des conférences et des débats à l'occasion de cet événement. M. JANKOWITSCH a surtout répondu positivement à l'invitation de nombreux établissements scolaires à Vienne et dans l'Etat de la Basse Autriche désireux d'apporter des informations sur la signification politique et économique de cet élargissement à la jeunesse du pays. Pendant ces déplacements M. JANKOWITSCH a pu constater que la grande majorité des jeunes autrichiens porte un jugement positif sur les effets de cet élargissement.

M. JANKOWITSCH élu Président du Jury Constantinus Europe

Le Jury du Prix Constantinus Europe, offert à des sociétés de conseil autrichiennes pour des projets de coopération avec les pays de l'Europe de l'Est et du Centre, a élu M. JANKOWITSCH à sa présidence pour une première édition de ce prix. Dans une cérémonie organisée dans le « Design Centre » de Linz, capitale de la Haute Autriche, M. JANKOWITSCH a remis ce prix le 24 mars 2004 à un projet destiné à la reconstruction d'une Université multiethnique dans la ville de Mitrovica au Kosovo.

Le S.G. du Centre au Dialogue européen de l'Institut Aspen

Comme tous les ans, M. JANKOWITSCH était l'invité, du 27 au 29 février 2004 de l'Institut Aspen à l'occasion

d'un de ses dialogues européens tenu à la Fondation Cini de Venise. Accueilli par le nouveau Président de l'Institut, M. Giulio TREMONTI, Ministre de l'Economie et des Finances de l'Italie, le S.G. a profité de cette rencontre, qui réunit un grand nombre de participants de haut niveau des divers pays d'Europe, pour les tenir informés des diverses activités du C.F.A. Parmi les participants, l'on trouvait notamment Giuliano AMATO, ancien Premier Ministre d'Italie, Lord DAHRENDORF, Andrzej RACZKO, Ministre des Finances de la Pologne, M. Mircea GEOANĂ, Ministre des Affaires Étrangères de la Roumanie, Otto SCHIILY, Ministre de l'Intérieur de l'Allemagne ou encore Jean Claude TRICHET, Président de la BCE.

Les vœux du CFA à M. BARNIER

M. Michel BARNIER, nouveau Ministre des Affaires Etrangères de la France, a dans un message écrit, remercié le S.G. du Centre pour les vœux que celui-ci lui a adressés à l'occasion de sa nomination à ses nouvelles hautes responsabilités.

Les nouveaux membres de l'UE: Quelques données statistiques comparatives... (Suite de la P. 4)

Les progrès en matière de démocratie

Dans tous ces pays, les progrès de la démocratie (multipartisme, alternance, liberté d'expression...) ont été rapides. La Berd, qui évalue ces progrès à travers un indicateur global, estime d'ailleurs qu'il y a une forte corrélation entre transition économique et progrès en matière de démocratie: les pays les plus avancés de la région sont aussi ceux qui sont arrivés le plus loin dans le processus de transition démocratique, c'est-à-dire non pas uniquement la présence d'élections libres mais surtout la garantie du respect de la loi et de la liberté d'expression.

Cette corrélation entre respect de la loi et transition économique s'explique par le fait que sans véritable loi, les contrats sont plus facilement contournables, et par là-même, le milieu d'affaires a tendance à ne travailler qu'en cercles restreints ou entre entreprises familiales. De plus, le risque de comportements criminels impunis et de corruption entrave la création de nouveaux cercles d'affaires, de l'investissement et de l'innovation, freinant ainsi l'apparition d'une véritable économie de marché et la mise en place d'une croissance durable.

AGENDA DU CFA

28 ET 29 JUIN 2004 :

**COLLOQUE INTERNATIONAL À
BRATISLAVA**

**« La sécurité des citoyens dans
l'Europe élargie. »**

**Prévention et lutte contre la
criminalité organisée et le
terrorisme »**

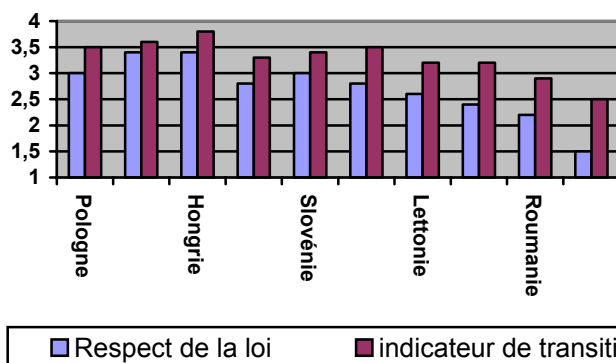
Octobre 2004:

**COLLOQUE INTERNATIONAL À VILNIUS
« Les nouveaux voisins de
l'Europe élargie »**

Novembre 2004:

**COLLOQUE BILATÉRAL
FRANCE -AUTRICHE À PARIS**

**Graphique 2: Relation entre transition
économique et respect de la loi**



Sources: BERD, Transition report 2003

Où se situent les nouveaux membres dans la convergence ?

Deux grandes catégories de critères sont en jeu pour mesurer la convergence des 10 nouveaux membres de l'UE. Les premiers, définis par le Traité de Copenhague, mesurent une convergence "réelle", structurelle, des économies des "Dix" vers les standards de l'économie de marché. Les seconds, les "critères de Maastricht", définissent les conditions d'une convergence "nominale" essentiellement macro-économique. Il est prévu que les nouveaux membres ne puissent pas les atteindre avant 2006 au plus tôt, mais il est probable qu'il leur faudra plus de temps.

Les critères de Maastricht

Définis lors du Traité de Maastricht en 1993, ils posent les conditions nécessaires à l'adhésion à la monnaie unique. Ils se composent de quatre critères principaux:

- **Inflation** : ne pas excéder de plus de 1,5 % le taux d'inflation des trois Etats membres présentant le taux le plus bas pendant un an.
- **Taux de change** : participation au système monétaire européen et stabilité du cours pivot depuis deux ans.
- **Déficit budgétaire** : 3 % du PIB, s'en rapprocher ou ne s'en éloigner que temporairement et de façon limitée.
- **Dettes publiques** : 60 % du PIB ou en diminution suffisante.

Les nouveaux membres vis-à-vis de ces critères

Le respect à plus ou moins long terme des critères de Maastricht et le choix d'adhérer à la monnaie unique ont été inscrits dans le droit communautaire; ces deux aspects de la convergence économique sont donc une obligation pour les 10 pays qui vont rejoindre l'Union Européenne.

En mars 2004, Eurostat a publié une étude sur la dette publique des pays adhérents, calculée pour la première fois dans les mêmes conditions que pour les Etats membres, c'est-à-dire selon le système de comptabilité ESA 95 utilisé pour déterminer le respect des critères de Maastricht.

Le tableau ci-contre révèle ainsi que seuls 4 pays adhérents satisfont simultanément aux critères de dette et de déficit pour 2002/2003; il s'agit des Etats baltes et de la Slovaquie. De plus, parmi les 6 autres pays, seule la Slovaquie montre une situation en amélioration régulière, le déficit se réduisant jusqu'à atteindre pour 2003 -3.6% même si la Hongrie connaît sur un an une relative amélioration. En dépit de progrès notables (cf. tableau 2) et d'un taux d'inflation global de la zone équivalent à celui de l'Europe des 15 en

Tableau 4

	Inflation (2002/ 2003)	Déficit public(-) ou excédent(+) (en % du PIB)				Dette publique (en % du PIB)		
		2001	2002	2003	2004p	2001	2002	2003
Pologne	0.7	-3.5	-3.6	-4.1	-5.3	36.7	41.2	45.4
Rép. tchèque	-0.1	-6.4	-6.3	-6.6	-6.7	25.2	28.9	37.6
Hongrie	4.7	-4.4	-9.3	-5.8	-5.3	53.5	57.1	59
Slovaquie	8.8	-3.2	-7.1	-5.2	-4.4	48.7	43.3	42.8
Slovénie	5.7	-1.3	-3.0	-1.4	-1.6	26.9	27.8	27.1
Estonie	1.4	+0.3	+1.2	+1.9	+0.2	4.7	5.7	5.8
Lettonie	2.9	-1.6	-2.7	-1.8	-2.0	16.2	15.5	15.6
Lituanie	-1.1	-2.1	-1.4	-1.7	-2.7	23.4	22.8	21.9
Malte	nd	-6.4	-5.7	-9.7	nd	61.8	61.7	72
Chypre	4.0	-2.4	-4.6	-6.3	nd	64.4	67.1	72.2
UE 15	2.0	-1	-2	-2.6	nd	63.2	62.5	64
UE 25	2.0	-1.1	-2.1	-2.7	nd	62.1	61.5	63

2002/2003, la plupart de ces pays ne respectent pas encore les critères en matière de prix et de taux d'intérêt.

Le prochain défi, après l'adhésion à l'Union, ne semble donc pas pouvoir être, en priorité, l'adoption de la monnaie unique, du moins pas pour tous les nouveaux membres. Si les Banques Centrales hongroise et slovène ont adopté officiellement la stratégie de l'introduction rapide de la monnaie européenne, d'autres pays comme la République tchèque craignent en effet des réformes impopulaires pour arriver au respect des critères de Maastricht ainsi que des récessions locales importantes vu que la politique de la monnaie unique ne tient pas compte des variations de conjoncture régionales.

Les jeunes des nouveaux membres de l'UE et l'élargissement...

Le CFA a voulu savoir ce que pensaient ceux qui auront à la fois la lourde responsabilité et l'immense privilège de prolonger le projet européen. Il a donc interrogé des jeunes âgés de 20 à 30 ans et tous issus des nouveaux pays membres. Voici quelques extraits de ce que pense « la relève » en Europe Centrale et Orientale de l'élargissement et de l'UE. Pour ce numéro, « la jeunesse » de République Tchèque, de la Slovaquie et de la Hongrie se sont confiés à nous...

Anna, 24 ans, étudiante en interprétariat, Prague:

„(L'élargissement est) une possibilité pour tous les Etats membres de coopérer dans des domaines variés et de s'entraider mutuellement si besoin est, combler les lacunes des uns et utiliser le potentiel des autres (équitablement...), surtout pour les projets économiques de grande envergure, fonds et budgets communs...

(Le 1er Mai 2004), je n'ai pas voulu fêter l'adhésion, ça me semblait beaucoup trop artificiel et sentant trop la propagande. J'ai sans doute été trop sévère sur le coup mais c'était un sentiment partagé par beaucoup de gens...Je me suis contentée d'assister au feu d'artifice à minuit, mais je crois que les tchèques fêtaient plutôt leur victoire au match de hockey que l'adhésion !

Selon je ne sais plus quel politicien tchèque, les tchèques devraient décrocher le 1er prix de l'euro-scepticisme...sans doute bien vu, je crois que les sentiments qui dominent sont la méfiance et le scepticisme. Cela dit, les tchèques étant éminemment fatalistes, je crois qu'ils vont s'y faire dès qu'ils verront que leurs inquiétudes ne changeront rien à quoi que ce soit et qu'à la base, personne ne leur veut du mal. Bref, peut-être se débarrasser des réflexes « ancestraux »

Lucia, 26 ans, Cadre, Télécoms Slovaques, Bratislava:

„(L'élargissement signifie) des opportunités égales, et plus tard des possibilités équivalentes d'accès à l'emploi dans les pays de l'UE. Cela signifie aussi l'opportunité de voyager sans restrictions, de mieux échanger au niveau

culturel et de mieux se comprendre.

En même temps, joindre la Nation européenne signifie pour la Slovaquie plus de reconnaissance des autres pays de l'UE, plus d'intégrité et de respect.

(Le 1er Mai), les Slovaques et les Tchèques ont célébré ensemble l'élargissement après des années de séparation. Ils sont maintenant à nouveau ensemble au sein d'une grande Nation.

(L'élargissement) ne s'est traduit pour l'instant que par des petites hausses de prix. Mais le pays se transforme considérablement dans la législation, le business, la culture plus influencée par l'Europe de l'Ouest...

Mais nous avons besoin de temps...La situation s'améliore vraiment, surtout dans la capitale et dans les villes. Néanmoins les campagnes restent sous développées. Les aides de l'Europe de l'Ouest, des OI et des ONGs devraient leur être spécifiquement accordées. Cela créerait un terrain fertile pour le développement qui toucherait alors vraiment les masses...

(Le sentiment de mes concitoyens sur l'élargissement est) ambigu. Il y a de l'espoir mais en même temps le scepticisme gagne du terrain car les réformes ont été trop nombreuses sur une période trop courte. En gros, je dirais que le sentiment général est positif avec un "petit grain de sable"...

Je juge en revanche les politiques sociales (européennes) de façon très positive. En tant que pays qui a besoin de changement et de revitalisation, les aspects sociaux ne sont pas assez pris en compte et les points de vue libéraux et de stratégie de marché sont appliqués précisément là où il faudrait au

contraire plus de soutien étatique. Mais il est vrai que notre gouvernement est très bureaucratique...

La Turquie devrait entrer dans l'UE un jour. En fait je crois qu'un jour tous les pays européens devraient former un ensemble avec un seul gouvernement."

Eszter, 21 ans, étudiante en économie internationale, Budapest:

“(Le 1er Mai 2004), j'étais à Budapest...A minuit, on a écouté l'hymne hongrois puis l'hymne européen. Je pense que si l'élargissement est bien fait, nous pourrions avoir plus d'argent des différents fonds européens pour développer nos infrastructures, notre agriculture etc... L'élargissement était un pas historique pour la Hongrie car elle a toujours voulu faire partie de l'UE. Mais ça va être difficile maintenant et nous devrions travailler dur pour être acceptés. L'UE est un système compliqué, difficile à comprendre pour un simple citoyen. C'est trop bureaucratique mais très bien organisé...

Quant à la Turquie, elle a reçu la promesse d'une accession il y a déjà longtemps et a fait beaucoup pour remplir les conditions requises par l'UE. Mais due à sa situation géographique et politique, elle va devoir encore attendre. »